

« L'Union pour la Méditerranée » : Pour que le rêve ne soit pas qu'une utopie

Par Antoine Basbous*

L'effervescence qui caractérise le débat en France et en Europe sur l'indiscutable utilité du projet lancé par Nicolas Sarkozy sur l'Union pour la Méditerranée (UPM) est tout à fait légitime. Il n'est plus besoin de démontrer les mérites de ce projet pour tous les riverains, auxquels il devra apporter prospérité, sécurité, stabilité... Mais cette effervescence n'est pas partagée avec le même enthousiasme sur chacune des deux rives qui n'ont pas les mêmes priorités.

Au Sud, les cercles officiels qui encouragent l'UPM ne sont pas toujours très représentatifs de leurs opinions. D'une part, les islamistes et les nationalistes peuvent chercher à s'attribuer un beau rôle, en dénonçant le « paternalisme » ou le « néo-colonialisme » des Européens. D'où la nécessité de voir les partenaires des deux rives s'appropriier ensemble le processus engagé et impliquer leur société civile respective. D'autre part, l'intérêt que l'UPM suscite au Nord n'est pas présent au Sud avec autant d'intensité.

Les débats et les forums sur le sujet dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée se font plus rares, et la société civile y est peu associée et se sent peu concernée par le projet. Or, ce dernier sera voué à l'échec si le Sud ne s'approprie pas le processus. Pour réaliser ce beau projet, il convient de tirer les leçons des tentatives avortées du passé, du dialogue euro-arabe entamé en 1973 jusqu'au processus de Barcelone de 1995, faute de quoi l'UPM comptera parmi les projets avortés. Parmi les premiers obstacles figurent les multiples conflits, toujours vifs, qui déchirent les voisins méditerranéens. Il ne faut pas rêver : l'Union européenne n'aurait jamais pu se faire sans apurer le contentieux Franco-Allemand et tourner la page sanglante de la Deuxième guerre mondiale. A un moindre degré, il en va de même pour l'UPM.

Celle-ci se heurte à des incompatibilités structurelles de gouvernance et de valeurs culturelles et religieuses entre les deux rives. Avec ce projet, il s'agit de relever le défi du partage de la modernité et du développement dans une région où les écarts de richesses sont considérables, où les échanges économiques sont encore insuffisants, et les échanges humains, souvent décevants.

En réalité, l'objectif stratégique des dirigeants de la plupart des pays du Sud est de sanctuariser leur régime et d'assurer le maintien de leur clan au pouvoir, c'est-à-dire de se transformer en « monarchies » *de facto*. En Syrie, la dictature

héréditaire des Assad a montré la voie. En Egypte, tout est mis en place pour que Gamal Moubarak succède à son père, au pouvoir depuis 1981. En Libye, le colonel Kadhafi, qui règne depuis 39 ans et a enterré le général De Gaulle, Georges Pompidou et François Mitterrand, prépare sa succession au profit de l'un de ses fils. Au pouvoir depuis 1987, le président tunisien s'apprête à faire modifier une fois de plus la Constitution pour s'offrir une présidence à perpétuité. Sans oublier le président Bouteflika, qui était déjà ministre en 1962 et souhaite à présent amender la Constitution algérienne pour s'accorder un troisième mandat présidentiel, en dépit de son état de santé.

Or, ce dont a besoin le Sud, c'est de démocratie, d'oxygène et de libéralisme. La fermeture du champ politique en écarte toute perspective. Certains de ces pays redoutent par dessus tout que des libertés accordées à leurs citoyens ne débouchent sur un renversement de leur régime et que le courant d'air toléré ne se transforme en tempête tropicale qui emporterait tout sur son passage, à l'instar de la Perestroïka en ex-URSS.

Ainsi, le maintien de ces régimes au pouvoir se fait au prix d'une répression constante. D'où le constat suivant : il n'y aura jamais d'alternance par les urnes, et la seule possible devra se faire un jour dans la rue, certainement au profit des islamistes. Avec une telle vision, ces régimes sont incapables de donner la liberté à leur peuple, d'instaurer un Etat de droit, ou d'offrir à leur jeunesse de véritables perspectives. De ce point de vue, les projets de coopération et de modernisation à l'échelle de la Méditerranée sont perçus comme une menace éventuellement portée à leur souveraineté, voire à leur pérennité politique.

Ce système ne profite qu'aux islamistes qui, s'ils arrivaient à s'emparer de ces Etats, rendraient l'adhésion à un tel partenariat difficile, tant ils sont animés par des pensées et des arrière-pensées peu compatibles avec ce projet. Le panier des droits de l'homme prôné par l'Occident est perçu par le Sud comme de l'ingérence dans les affaires de leur pays. Ils craignent aussi que le projet d'UPM soit un prétexte pour cacher un agenda dévalorisant qui se réduirait à la lutte contre l'immigration et le terrorisme ainsi qu'à les « dépouiller » de leurs ressources.

D'autant plus que la thématique de l'immigration est perçue de manière différente de part et d'autre de la Méditerranée. Le Sud réclame la libre-circulation alors que le Nord n'a plus les moyens d'intégrer les immigrés. Si les conditions d'obtention d'un visa pour l'Europe devaient être assouplies, de très nombreux jeunes, confrontés à des taux de chômage élevés et privés d'espoir d'un avenir prometteur chez eux, quitteraient leur pays sans hésiter. Il faut donc donner de l'espoir d'une vie meilleure à la jeunesse du Sud en adaptant les

programmes scolaires et universitaires au marché du travail, et créer des emplois en masse.

Si la mouvance nationaliste est réticente à l'UPM du fait du souvenir d'un passé conflictuel avec le Nord, la mouvance islamiste rejette les valeurs de l'Occident et perçoit le monde comme une confrontation entre deux blocs, le leur et celui des « mécréants ». Et ceux qui ont adopté la violence pour méthode, en adhérant à Al-Qaïda en 2006 (QJMI) – implantée à l'échelle régionale comme en témoignent les attentats d'Alger de 2007 et l'enlèvement de ressortissants autrichiens en Tunisie, en février 2008 –, ont pour mission d'en chasser les Occidentaux *manu militari*, à commencer par ces Européens que sont les Français et les Espagnols.

La gouvernance actuelle dans le Sud est source d'obstacles au succès de ce projet qui devrait reposer sur une confiance partagée. Au fond, la plupart des régimes concernés voudraient « cueillir » la contribution financière européenne sans avoir à bouleverser le quotidien de leurs populations, ni réformer leur mode de gouvernance. D'ailleurs, deux Etats, l'Algérie et la Libye, ont réduit leur endettement et ne savent plus que faire de leurs réserves de devises. Ils n'ont donc pas besoin de l'Europe pour développer leurs projets d'infrastructure.

De plus, les conflits armés ou différends frontaliers empêchent toute coopération entre ces Etats. Le Maroc et l'Algérie sont en conflit à propos du Sahara occidental, la Turquie et la Grèce à propos de Chypre, sans oublier le conflit israélo-arabe qui engage plusieurs Etats. Or, l'UPM étant un projet multilatéral, la coopération Sud-Sud est indispensable à sa mise en place afin de garantir son fonctionnement global entre les deux rives. Comme nous l'avons vu : l'Europe n'aurait jamais pu se faire si la France et l'Allemagne ne s'étaient pas réconciliées !

Pour autant, les difficultés ne doivent pas décourager les pionniers, mais les inciter à les contourner. Pour que l'UPM ait une chance d'aboutir, il faut un objectif stratégique affiché, partagé et accepté par les populations des deux rives. La réussite dépendra de la modification de la donne interne à chacun des partenaires du sud et de l'est méditerranéens. Ce beau défi mérite qu'on lui accorde beaucoup de patience et de persévérance, mais également une bonne dose de réalisme et de lucidité.

- Fondateur et Directeur de l'Observatoire des Pays Arabes